

Entretien – Agriculture

## Serge Zaka : « C'est l'année dont l'agriculture pourrait ne pas se remettre »



Par Léa Guedj

18 août 2026 à 09h14

Mis à jour le 18 août 2026 à 16h17

Durée de lecture : 10 minutes

**Accablée par la chaleur et le manque d'eau, l'agriculture française pourrait être en train de connaître « la catastrophe la plus importante de son histoire », alerte l'agroclimatologue Serge Zaka.**

Maïs, fourrage, élevage, fruits et légumes... Peu de productions agricoles et de régions échappent aux pertes. Sur leurs

exploitations, les agriculteurs tentent tant bien que mal de limiter les dégâts, tandis que les canicules s'enchaînent et que la

sécheresse se durcit. Serge Zaka, ingénieur agronome, docteur en biologie et spécialiste en agroclimatologie, documente ce désastre agricole en temps réel et partage ses observations régulièrement sur les réseaux sociaux.

## Reporterre — Quel est l'état des lieux de l'agriculture, après ces premiers épisodes estivaux extrêmes de canicule, feux et sécheresse ?

**Serge Zaka** — Nous, scientifiques, n'avons pas été écoutés à la hauteur de l'alarmisme que nous partageons dans nos rapports. En 2022, nous étions au bord du gouffre. En 2026, on a sauté dans le gouffre. C'est l'année dont l'agriculture pourrait ne pas se remettre, et il est probable qu'on assiste à la catastrophe la plus importante de l'histoire de l'agriculture française. C'est un point de non-retour économique pour les agriculteurs.

Les pertes de rendements sont catastrophiques sur toutes les filières agricoles, cultures, variétés et modèles confondus. On est sur des pertes de 30 %, voire 40 %, pour le maïs, irrigué ou non, et même 60 % dans certaines régions du Centre et du Sud-Ouest. Des pertes massives également sur le soja et le tournesol, qui sont dans un état lamentable, voire inexistant.

Les prairies sont aussi dans un état dramatique, avec des problèmes graves à venir pour la nutrition animale, jusqu'au risque de décapitalisation des animaux *[c'est-à-dire la baisse de leur nombre]*. Et encore, nous ne sommes pas sur des bilans définitifs, c'est sans compter la quatrième et la cinquième canicule.

---

**Lire aussi :** Plants grillés, pommes de terre minuscules, choux replantés trois fois : l'été qui épuise les maraîchers

---

Des parcelles dans le centre-ouest de la France ne seront même pas récoltées. La culture est parfois morte avant même que l'été débute, car on a eu plusieurs jours au-dessus de 40 °C à la suite, au début de l'implantation de la culture, de Bordeaux à Nantes.

Nous sommes sur des pertes tellement vastes qu'il faudrait en réalité parler de *crop failure*, d'échec des cultures. Pour certains maraîchers qui ont planté en Bretagne, en Pays de la Loire et dans le Centre-Ouest, leurs salades n'ont pas levé. C'est une perte de 100 % qui ne sera même pas comptée.

## « Il n'est pas possible de se relever d'une année pareille »

Il n'est pas possible de se relever d'une année pareille. D'autant que c'est un stress économique maximum, qui se produit alors que l'agriculture est déjà en difficulté. Donc, s'il n'y a pas une solidarité nationale, on perdra la moitié des agriculteurs français, accablés par la souffrance physique, morale et économique.

Il y a un épuisement profond, un vrai ras-le-bol, et des agriculteurs qui se sentent abandonnés, voire dénigrés. Je vois déjà des maraîchers qui annoncent qu'ils vont tout arrêter. On risque d'assister à une multiplication des défaillances agricoles, en particulier pour les petites et jeunes exploitations.

Cela signifie toujours plus de reprises des parcelles par de grandes exploitations et une production uniformisée. Il va falloir renflouer les caisses, c'est indispensable, et se poser la question du modèle agricole adapté au climat futur.

## À quoi peut-on s'attendre dans nos assiettes dans les prochaines semaines ?

Autrefois, dans une telle situation, il y aurait eu des famines continentales, à l'image de ce qu'il s'était produit à la fin des années 1870 : le super El Niño avait provoqué des famines massives et des millions de morts, en Asie, en Amérique du Sud et en Afrique.

Dans le contexte actuel de mondialisation, ce n'est clairement pas ce que nous allons vivre. Toutefois, on risque d'avoir des conséquences immédiates sur les produits frais, avec des manques dans les étals et des hausses des prix.

Je le vois d'ailleurs déjà chez moi, à Montpellier, avec le prix des melons et des salades qui augmente. Sur les légumes d'hiver, comme le chou et le poireau, il peut y avoir un rattrapage, mais seulement si la pluie revient à la fin du mois d'août.

---

**Lire aussi :** « Je l'ai trouvé par terre à côté des serres » : les canicules laissent les paysans KO

---

Concernant la viande, il risque d'y avoir des surproductions, et donc une déstabilisation du prix, car certains animaux pourraient être envoyés précocement à l'abattoir, par manque de fourrage pour les nourrir.

La canicule a aussi entraîné une mortalité exceptionnelle dans les élevages de volailles et de porcs, dans des bâtiments qui n'étaient pas adaptés aux fortes chaleurs, faute d'anticipation, de contraintes législatives et d'aide financière aux agriculteurs. Il faudra s'attendre à une moindre production d'œufs, à cause de la mort de centaines de milliers de poules pondeuses, ainsi que de moindres volumes de lait et de fromage.

Ce ne sont pas seulement les volumes de production qui sont affectés, c'est aussi la qualité nutritionnelle et gustative des aliments, dont les caractéristiques peuvent

ne plus correspondre aux cahiers des charges des appellations d'origine.

Ça avait été le cas à l'été 2022 pour le fromage de Salers, dans le Cantal. À cause des prairies grillées, la production avait dû être suspendue, car le cahier des charges interdit de nourrir les vaches avec du foin stocké à l'intérieur.

**« Si l'on n'adapte pas notre agriculture, on sera toujours plus dépendants dans notre alimentation »**

Avec les incendies dans le Var et en Gironde, il y a par ailleurs le risque de se retrouver avec du vin qui a un goût de fumée. C'est aussi le taux d'alcool qui augmente, avec des grappes qui sont moins chargées en eau et plus concentrées en sucre, ce qui peut aussi affecter les arômes. En réalité, c'est l'essence même de nos terroirs qui est touchée par le réchauffement climatique.

Pour toutes ces raisons, l'été 2026 va accentuer la tendance de fond à l'accroissement des importations et de la concurrence déloyale qui mine notre agriculture. Derrière, il y a un enjeu de souveraineté alimentaire, et des conséquences géopolitiques et stratégiques.

Par exemple, sous l'effet du réchauffement climatique, la Russie est passée en dix ans d'importateur à exportateur de blé. Si l'on n'adapte pas notre agriculture, on sera toujours plus dépendants dans notre alimentation.

**Qu'est-ce que ces phénomènes extrêmes, leur intensification et leur répétition doivent nous amener à changer dans le monde agricole ?**

Demain, si j'étais ministre de l'Agriculture, je donnerais la priorité à trois axes de mesures pour adapter notre agriculture au réchauffement climatique. Le premier, ce sont les évolutions biogéographiques, c'est-à-dire l'aire de répartition des cultures sur le territoire, de leurs bassins de production et de leurs filières.

À l'horizon 2050, faire du maïs dans le sud-ouest de la France devient par exemple aberrant écologiquement et non viable économiquement. Il faudra plutôt le faire pousser en Normandie et dans les Hauts-de-France. De même que les melons, les courgettes ou les tomates de plein champ seront dans de meilleures conditions pour pousser en été dans le nord de la France, tandis que la patate douce se plaira plus au sud.

Cela suppose de revoir toute la régionalisation et les rythmes des cultures. Mais pour engager ces évolutions, il faut investir des sommes faramineuses dans la recherche en amont, car on ne parle pas seulement d'un changement géographique des cultures. C'est toute la filière, les connaissances, les formations et le machinisme qui s'en voient bouleversés.

---

**Lire aussi :** « Entre tristesse et colère », les agriculteurs percutés par les canicules

---

Le deuxième axe, c'est la gestion de l'eau qui sera cruciale à l'avenir. Il y a l'enjeu du partage de la ressource qui provoque des conflits sur le territoire. Lorsqu'elle vient à manquer, arroser des golfs ou remplir des parcs aquatiques tandis que des cultures meurent de soif n'a aucun sens.

Il y a aussi l'enjeu de la gestion de l'eau dans le monde agricole. On assiste à la fois à une augmentation de l'évapotranspiration avec la hausse des températures, et à une baisse de la quantité d'eau qui tombe du ciel en été. Le besoin en irrigation va donc augmenter. Retenir l'eau pour irriguer les cultures, oui, mais avec des conditions d'évolution du

système agricole. Autrement, ça sera juste un nouveau pansement.

Derrière, il faut exiger des garanties de nouvelles pratiques : des sols plus vivants, davantage d'arbres sur les parcelles, des variétés et des espèces moins consommatrices d'eau, ce qui suggère le développement impératif de nouvelles filières soutenues par l'ensemble des acteurs et non seulement des agriculteurs.

**« Avoir des sols plus vivants, riches en biodiversité, afin d'en favoriser la résilience »**

Retenir l'eau ne signifie pas nécessairement construire des bassines sur le modèle de celle de Sainte-Soline qui pompe de l'eau dans les nappes phréatiques pour l'amener à la surface. Cela doit être le dernier recours. Avant, il faut travailler sur l'hydrologie régénérative, c'est-à-dire ralentir l'écoulement de l'eau pour qu'elle s'infiltre dans le sol.

---

**Lire aussi :** Sainte-Soline à sec : le modèle des mégabassines à l'épreuve des canicules

---

Cela nous amène au troisième axe d'adaptation : avoir des sols plus vivants, riches en biodiversité, afin d'en favoriser la résilience face aux sécheresses et aux canicules. Cela signifie notamment moins de labour et davantage de couvert végétal et de légumineuses dans les rotations des cultures.

**Une telle adaptation risque d'être compliquée pour nombre de paysannes et paysans...**

Tout cela nécessite des financements pour aider les agriculteurs à faire la transition sur leurs exploitations, car ces évolutions ont un prix. Passer à une pratique de conservation de la vie dans les sols signifie qu'il y aura des pertes de rendements sur plusieurs années, avant de trouver un nouvel équilibre.

C'est un frein à l'évolution, et l'État doit partager ce risque avec l'agriculteur pour passer à ces techniques plus vertueuses qui constitueront un héritage sur des dizaines d'années. Au niveau des changements biogéographiques, c'est toute une filière, de la culture à l'assiette, qui doit être accompagnée.

Arracher des vignes et des abricotiers pour planter des pistachiers de Cavaillon, plus résistants à la sécheresse, du côté d'Avignon, cela engendre des coûts pour se former, acheter le matériel, arracher et replanter, obtenir une labellisation... Ce sont aussi des pertes de revenus sur plusieurs années, puisqu'un arbre doit grandir avant de produire suffisamment.

---

**Lire aussi : Leur grotte, un « lieu magique » où ils cultivent endives et champignons**

---

Changer ce qu'on cultive nécessite aussi d'éduquer le palais des jeunes, pour qu'ils s'habituent dès maintenant à manger du kaki à la cantine dans le Gard et de la clémentine dans les Bouches-du-Rhône.

Pour aider à financer cette transition, on pourrait s'inspirer du modèle suisse. Au niveau de chaque commune, les habitants payent un impôt destiné à garantir un revenu fixe à l'agriculteur pour ses services rendus aux écosystèmes. Le contribuable ne rémunère pas l'agriculteur uniquement en tant que producteur de nourriture, mais aussi pour son entretien du paysage.

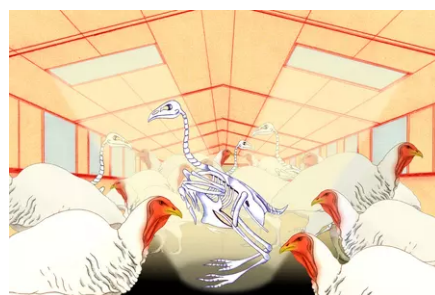
Cela crée aussi un lien localement entre les habitants et les agriculteurs de leur territoire, et ça incite ces derniers à prendre soin des sols, de l'eau et de la biodiversité dans les campagnes.

---

## Après cet article

Reportage – Agriculture

**« On ne peut rien faire face à 40 °C » : l'agro-industrie paie le prix fort du dérèglement climatique**



---

Agriculture   Climat   Canicule